

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STATKRAFT RENOUVELABLES

148 avenue Jean Jaurès
69007 Lyon

Références : N4-2024-471_RI
Code AIOT : 0006306700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement STATKRAFT RENOUVELABLES implanté LE GRAND DOMAINE 44590 DERVAL. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie survenu le 28/03/24 sur l'éolienne E1, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris le 29/03/24. L'inspection avait pour but de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATKRAFT RENOUVELABLES
- LE GRAND DOMAINE 44590 DERVAL
- Code AIOT : 0006306700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Derval implanté sur la commune de Derval est composé de 4 éoliennes de 2 MW chacune et d'un poste de livraison, représentant une puissance totale installée de 8 MW. La société ABO WIND assure le suivi du site en qualité d'exploitant technique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démontage de l'éolienne	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 1	Sans objet
2	Périmètre de sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2	Sans objet
3	Sécurisation du site	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Affichage	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2	Sans objet
5	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 3	Sans objet
6	Collecte des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 4	Sans objet
7	Dépollution des sols	AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Statkraft Renouvelables a mis en place les dispositions prévues par l'arrêté de prescription de mesures d'urgence n°2024/ICPE/113. Cet arrêté de mesures d'urgence a été pris suite à l'incendie survenu le 28 mars 2024 sur l'éolienne E1. Aucune non-conformité n'a été relevée lors de la visite.

L'exploitant a demandé une levée du périmètre de sécurité autour de l'éolienne incendiée suite à la suppression des éléments susceptibles de chuter et la sécurisation de la nacelle par la société TYÖ.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Démontage de l'éolienne

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Suppression du risque de chute d'éléments
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de démonter et de mettre à terre les éléments de l'éolienne E1 susceptibles de chuter sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les travaux de démantèlement ont été effectués du 23/04/2024 au 25/04/2024. Les éléments susceptibles de chuter ont été retirés de la nacelle. Un filet de protection a été mis en place autour de la nacelle pour prévenir la chute potentielle d'autres éléments.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Périmètre de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Établissement d'un périmètre de sécurité
Prescription contrôlée : La société Statkraft Renouvelables est tenue d'établir périmètre de sécurité interdisant l'accès à moins de 200 m du mat de l'éolienne à toute personne étrangère à l'installation non liée aux opérations de maintenance ou de suivi des éoliennes ;
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que le périmètre de sécurité a bien été établi selon les dispositions de l'arrêté. La société de gardiennage PRODOMO a été engagée pour la surveillance de ce périmètre. La présence de la société de gardiennage a été constatée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Sécurisation du site

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée : La société Statkraft Renouvelables est tenue de faire limiter autant que possible la circulation sur les voies de circulation proches des zones de sécurité décrites à l'alinéa précédent afin d'en prévenir au maximum l'accès par des personnes étrangères aux opérations de maintenance et de suivi.
Constats : Des arrêtés municipaux pour bloquer l'accès aux routes adjacentes ont été pris sur demande de l'exploitant. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un balisage et d'un affichage matérialisant cette interdiction.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Affichage

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage de panneaux d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant installe sous 24h à compter de la notification de l'arrêté des panneaux d'information sur les risques de chute d'éléments le long des voies d'accès sensibilisant le public aux risques encourus en empruntant ces voies d'accès.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence des panneaux informant du risque de chute d'éléments le long des voies d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au Préfet de Loire-Atlantique dans un délai de 10 jours à compter de la notification du présent arrêté. Ce rapport précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident connues à ce stade des investigations, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. En particulier, ce rapport fournit : [liste des documents mentionnés dans l'AP]
Constats : Une première version du rapport a été fournie le 12/04/2024. L'ensemble des documents demandés et produisibles à date ont été fournis par l'exploitant. Ils ont notamment permis de constater que l'ensemble des opérations de maintenance et de contrôle des éoliennes avait été effectué selon les modalités et les délais précisés dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

Les causes du sinistre n'ayant pas encore été identifiées, un rapport complété devra être fourni à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'issue de la phase d'expertise, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident complété exposant les causes probables de l'accident ainsi que des propositions de mesures à mettre en œuvre sur l'ensemble du parc éolien de Derval pour éviter un accident similaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Collecte des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets

Prescription contrôlée :

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de collecter les déchets présents sur le sol autour de l'éolienne et générés par l'accident du 28 mars 2024. Ils doivent être conditionnés et stockés de manière à ne pas porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le temps nécessaire à la réalisation des expertises d'assurance et des fabricants. Ces modalités de stockage, ainsi que les délais correspondants, doivent être portés à la connaissance de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique et de l'inspection des installations classées. Ces déchets doivent ensuite être éliminés selon les filières autorisées.

Constats :

Une première collecte des déchets a été effectuée au lendemain du sinistre par la société ORTEC. Une nouvelle collecte sera organisée sous l'éolienne ainsi qu'aux alentours après la sécurisation de la nacelle. Les déchets devant être analysés dans le cadre de l'expertise, ils sont stockés à proximité du site dans un conteneur étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Après leur évacuation du site, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Dépollution des sols

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/03/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

Sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de faire réaliser une étude de sols, dans un périmètre à justifier autour de l'éolienne E1, permettant de caractériser l'impact éventuel de l'accident du 28 mars 2024 sur la qualité des sols engendré par les substances qui ont pu s'écouler lors de l'accident.

Constats :

Une première analyse de la pollution des sols a été effectuée le lendemain du sinistre sur les parcelles atteintes par les fumées d'incendie. Le jour de l'inspection, les résultats n'étaient pas disponibles.

Des écoulements d'huile ont été constatés en pied d'éolienne. Les prélèvements en pied d'éolienne seront réalisés qu'après la sécurisation de la nacelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À réception, l'exploitant transmettra les rapports d'analyse de la pollution des sols.

Type de suites proposées : Sans suite